

- Vu la directive cadre sur l'eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000 ;
- Vu la loi 2004-338 du 21 avril 2004 portant transcription en droit français des dispositions de la directive cadre sur l'eau ;
- Vu la loi 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;
- Vu Le décret 2005-475 du 16 mai 2005 relatif aux schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;
- Vu la saisine du conseil régional pour avis sur le projet de SDAGE, faite par monsieur le président du comité de bassin de la Guadeloupe, en date du 22 juillet 2009 ;
- Vu le projet de SDAGE de la Guadeloupe.

Sur le rapport présenté par le président du conseil régional
et après avoir en délibéré.

D E C I D E

- Article 1 : de donner l'avis ci-joint concernant le projet de schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau de la Guadeloupe ;
- Article 2 : d'autoriser le président du conseil régional à signer tous actes administratifs et documents relatifs à cette affaire.
- Article 3 : le président du conseil régional, le directeur général des services, le payeur régional, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la région Guadeloupe.

Fait à Basse-Terre,

Le président du conseil régional,

Victorin LUREL

CONSEIL REGIONAL

**Commission permanente
du 24 novembre 2009**

REGION GUADELOUPE

Avis sur le projet de SDAGE élaboré par le comité de bassin de la Guadeloupe

Le projet soumis à la région est constitué par un ensemble de 9 cahiers, complété par un additif au projet de SDAGE résultant des corrections suite à la consultation du public, à l'avis du préfet au titre de l'évaluation environnementale et à la relecture technique et juridique du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer.

Il forme un ensemble complexe, technique et au final peu abordable pour le non initié. La relation entre le SDAGE qui se décline en 8 orientations et 106 dispositions et le programme de mesures définies d'une part de façon transversale et selon six secteurs géographiques d'autre part, est difficilement compréhensible.

Ce mode de conception peut conduire à se focaliser sur le programme de mesures, collé au territoire, décliné en actions chiffrées au détriment des orientations du SDAGE qui, elles, donnent une vue globale du secteur de l'eau.

La rédaction d'un résumé non technique, reprenant de façon simple les enjeux et leur traduction en mesures, apparaît particulièrement nécessaire et ce, pas seulement pour permettre l'appropriation par le grand public mais aussi pour les élus et les techniciens non spécialistes du secteur de l'eau.

L'ensemble cependant permet d'avoir une vision globale, précise et argumentée des problématiques du secteur de l'eau. Les 8 orientations permettent de bien synthétiser l'ensemble. Ces orientations se situent dans la continuité des enjeux du SDAGE validé en 2003, légitimant ainsi les politiques publiques conduites ces dernières années. Elles impliquent cependant un renforcement des actions à travers des délais relativement courts et des moyens importants à mobiliser.

On peut par ailleurs observer que les 106 dispositions qui permettent de mettre en œuvre ces orientations, forment un ensemble certainement très complet par rapport à ce qu'il apparaît nécessaire de faire mais particulièrement difficile à mettre en œuvre. La responsabilité qui incombe aux collectivités locales est particulièrement importante au regard de leurs capacités effectives. Un contrôle fort de l'Etat est réaffirmé sur un nombre important de dispositions à mettre en œuvre.

Une réflexion sur l'évolution de la gouvernance apparaît prioritaire pour répondre au défi ainsi posé d'une gestion durable de l'eau. La montée en puissance de l'Office de l'Eau avec le soutien des collectivités régionale et départementale et de l'Etat, constitue à cet égard un élément positif et devrait être poursuivie.

Le maintien des subventions à un niveau élevé au-delà de la période du PO et du CPER 2007-2013, est indispensable pour amortir l'impact des investissements sur la tarification des usagers.

Enfin l'adhésion du public est fondamentale pour permettre la bonne mise en œuvre des dispositions du SDAGE. Elle apparaît conditionnée par deux facteurs : l'organisation d'une solidarité territoriale effective traduite par la qualité du service et un prix uniforme de l'eau et un programme d'information et de sensibilisation sur les enjeux liés à l'eau.

Analyse des Orientations

Orientation 1 : Améliorer la gouvernance

Il est nécessaire d'améliorer l'organisation institutionnelle et financière d'une part et l'organisation de la connaissance et de la diffusion de l'information d'autre part. Il est prévu de renforcer l'Office de l'Eau et de regrouper les structures de production et de distribution de l'eau.

Observation : Le délai de deux ans fixé pour le faire apparaît très court d'autant qu'il n'existe pas d'obligation à cette démarche qui relève d'une volonté politique. La région confirme la nécessité d'une redéfinition de la gouvernance dans le secteur d l'eau

Orientation 2 : Assurer la satisfaction quantitative des usages en préservant la ressource en eau

La récurrence des périodes de sécheresse est à l'origine de contraintes et de pressions difficilement conciliables entre les différents usages d'où l'importance d'une bonne gestion.

Observation : Si la priorité est de mener une politique d'économie d'eau, notamment en améliorant les rendements des réseaux de transport, la création de nouveaux prélèvements apparaît comme une nécessité pour permettre de répondre aux besoins de la population. Cette possibilité de création doit effectivement être corrélée à la qualité de la politique de gestion de l'eau menée par le maître d'ouvrage. Elle doit aussi être corrélée à la qualité des politiques d'urbanisme menées par les collectivités : extension des zones d'urbanisation, régularisation des clandestins, notamment dans la délivrance des autorisations d'extension de réseau.

Il manque une disposition visant à améliorer la connaissance scientifique sur la ressource en eau, afin de permettre une meilleure gestion du point de vue quantitatif. La connaissance de la dynamique des nappes souterraines de Grande-Terre et de Marie-Galante est perfectible. Les ressources souterraines de la Basse-Terre sont mal connues.

De même, on ne dispose pas de prospective à moyen et long terme sur les impacts éventuels du changement climatique au niveau global mais aussi sur les dynamiques locales d'aménagement du territoire. Le lien avec le SAR doit être plus évident.

Orientation 4 : Réduire les rejets et améliorer l'assainissement

La dégradation des biocénoses marines est manifeste. Elle est liée à l'apport excessif en matériaux terrigènes (hypersédimentation et eutrophisation due aux nutriments liés aux activités humaines), apport en phosphore et nitrates lié aux rejets domestiques. Les efforts importants réalisés en matière d'assainissement notamment dans le domaine industriel (baisse de 80 % pour la filière canne/sucre/rhum depuis 2003) mais aussi pour les rejets domestiques, doivent être poursuivis.

Observation : ce secteur prioritaire représente une charge importante pour les collectivités locales qui ne disposent ni des moyens financiers, ni des moyens humains pour l'exercer. La mise en place du Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) est une obligation réglementaire particulièrement difficile à mettre en œuvre par les communes. Un fort accompagnement technique et financier sera nécessaire.

Orientation 6 : restaurer le fonctionnement biologique des milieux aquatiques et notamment des cours d'eau

Les orientations prioritaires visent à limiter l'impact des prélèvements d'eau, à assurer la continuité écologique des cours d'eau, à préserver et restaurer les zones humides et enfin à limiter

les dégradations physiques et la pression sur la ressources piscicoles des milieux marins. Trois catégories de milieu sont identifiées : les cours d'eau, les zones humides et les mares.

Observation : Si les communes sont invitées à réaliser l'inventaire des zones humides à l'échelle parcellaire, cela reste dans des conditions très encadrées et contrôlées par l'Etat. Par ailleurs la compétence de délimitation des zones humides d'intérêt environnemental particulier (ZHIEP) et des zones humides stratégiques pour la gestion de l'eau (ZHSGE) reste totalement de la compétence de l'Etat sans aucun droit de regard des collectivités sur le devenir et la gestion de leur territoire. Il faut pleinement associer les collectivités à la définition de l'aménagement et à la gestion de leur territoire.

Orientation 7 : Préserver et restaurer les milieux aquatiques littoraux

Le milieu littoral est riche d'une grande biodiversité et est le siège d'un grand nombre d'activités : loisirs, pêche, activités portuaires. Il subit une forte pression résultant des activités humaines se traduisant par une dégradation de la qualité de ces milieux. La disposition 92 prévoit une délimitation précise du trait de côte. Elle prévoit par ailleurs l'obligation de techniques alternatives faisant appel au génie écologique pour limiter l'artificialisation des milieux dans les actions de protection du trait de côte.

Observation : la délimitation du trait de côte, réalisée par le BRGM, est en cours à l'initiative de la région et de la DDE. Les techniques alternatives doivent être effectivement privilégiées chaque fois que possible. Elles ne sont pas opératoires dans tous les cas.

Le président du conseil régional

Victorin LUREL

Région Guadeloupe

République française

Rapport à la commission permanente
réunie le :

Direction de l'environnement et du cadre de vie

Objet : Avis du conseil régional sur le projet SDAGE (schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau).

Bénéficiaire : sans objet	Visas	Date
	Administratif :	
	Juridique :	
	Financier :	
Montant total de l'opération : Montant demandé par le bénéficiaire : Montant proposé au vote de la CP : Imputation budgétaire : Fonction : Nature : Env : Intitulé :	DGS :	

Voir l'avis ci-joint